

ILS ONT ÉTÉ DÉFÉRÉS HIER DEVANT LE JUGE D'INSTRUCTION

Plusieurs cadres de la DGSN poursuivis en justice

Plusieurs cadres, dont semble-t-il l'ex-directeur de l'administration générale de la Sûreté nationale, auraient été placés, hier, sous mandat de dépôt par le juge instructeur de la 7^e chambre près le tribunal de Sidi M'hamed. Les mis en cause seraient poursuivis pour une affaire ayant trait à un marché conclu entre la DGSN et la société ABM pour l'acquisition de 10 300 onduleurs.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'opération «mains propres» enclenchée par le nouveau patron de la sûreté nationale, Abdelghani El-Hamel, semble passer à la vitesse supérieure. Le dépôt de plainte à l'encontre de plu-

sieurs cadres dont l'ex-directeur central de l'administration générale de la sûreté nationale en constitue une preuve tangible.

Ainsi, quelques jours seulement après la mise sous mandat de dépôt de Mohamed Antri Bouzar, président du conseil d'administration de la société informatique Algerian Business Multimedia (ABM), sur ordre d'un magistrat près le tribunal de Bab El-Oued, d'autres personnes, poursuivies dans le cadre de la même affaire, ont été entendues par le juge instructeur et des chefs d'inculpation ont été retenus contre eux. Notre source indique que cette affaire se

rapporte aux «conditions de conclusion d'un contrat de gré à gré de fourniture de matériel informatique entre la DGSN et la société ABM» et que l'ex-directeur de l'administration générale aurait passé. A ce propos, l'on indique que le principal chef d'inculpation retenu contre les mis en cause serait lié «au non-respect du code des marchés publics». Une infraction punie par le code pénal. Par ailleurs, on laisse entendre que cette affaire aurait éclaté au lendemain de la décision prise par le premier responsable de la sûreté nationale «d'ouvrir une enquête sur les conditions de passation de marchés entre

la sûreté nationale et plusieurs entreprises privées». On indique, par ailleurs, que le marché relatif à l'acquisition de 10 300 onduleurs aurait été négocié par Choueib Oultache, auteur de l'assassinat présumé du défunt Ali Tounsi. Cependant, une source judiciaire croit savoir que l'infraction «serait liée à la conclusion du contrat de gré à gré, formule qui ne devrait être utilisée que pour les marchés dont le coût de réalisation ne dépasserait pas les 600 millions de centimes, et/ou en cas de situation urgente, ou alors si le fournisseur serait en situation de monopole». Or, il s'avère que le marché s'était

chiffré à des milliards et que la DGSN disposait du temps nécessaire pour choisir un fournisseur national ou international dans le respect de la loi. Le marché était de 105 millions DA, note une source, selon laquelle un avis d'appel d'offres avait été lancé par la DGSN à l'époque. Il est à noter, par ailleurs, que le patron de la sûreté nationale et par «mesure disciplinaire» avait mis fin en février dernier aux fonctions de plusieurs cadres de la sûreté nationale «reconnus présumés coupables» dans plusieurs affaires relatives à des marchés que la DGSN a passé avec des sociétés privées.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le siège de l'APC d'Aïn Tinedamine fermé par des citoyens en colère

Depuis lundi dernier, après la contestation qui a régné dans la localité d'Aïn Tinedamine, dans la daïra de Moulay Slissen, wilaya de Sidi-Bel-Abbès, le siège de l'APC reste toujours fermé par des citoyens. En effet, dans la journée de lundi dernier, les habitants de la localité ont observé un sit-in devant le siège de leur APC pour réclamer des logements, de l'emploi mais aussi exiger le départ du maire qu'ils accablent. La route principale menant vers le siège en question a été fermée par les manifestants. Le wali, qui s'était rendu sur les lieux dans la même journée, a tenté de contenir la colère des protestataires avec des promesses avant de leur demander de déléguer des représentants pour poser leurs problèmes. Ces représentants devront être reçus incessamment par le responsable de la wilaya. En attendant cette entrevue, les citoyens ont maintenu leur action, et ce, jusqu'à la concrétisation de leurs revendications, car, disent-ils, les promesses faites ne sont pas un acquis.

A. M.

BLIDA : POUR EXIGER LEUR TITULARISATION

Les enseignants contractuels ont marché dans la ville

Les enseignants contractuels exerçant dans différents établissements de la wilaya de Blida ont marché, hier, à travers les grands axes de la ville des Roses, brandissant des pancartes sur lesquelles était écrit : «Nous exigeons d'être titularisés» ou encore «Quel sort pour nos salaires non perçus depuis 2009 ?». Toutefois, les choses ont failli dégénérer lorsque les protestataires ont atteint l'inspection de la Fonction publique où ils ont observé un sit-in. Et pour cause, un préposé de cette structure leur a adressé des propos, disent-ils, pas très convenants. Et n'était-ce l'intervention des éléments de la force publique, on aurait assisté à un débordement de la situation, puisque la colère des manifestants était montée d'un cran. Il y a lieu de noter que ces derniers ont décidé d'observer, chaque mardi, des sit-in devant le siège de la même structure, et ce, soutiennent-ils, jusqu'à leur titularisation, d'autant, affirment-ils, que certains parmi eux travaillent depuis plus de 15 ans en qualité de contractuels alors que d'autres ont été titularisés juste après leur recrutement. Enfin, ces enseignants ont exigé également l'octroi pour certains d'entre eux des contrats de travail.

M. B.

REFUSANT LA MAIN-D'ŒUVRE HORS RÉGION

Des citoyens ferment les bases de vie turque et chinoise de Oued Djer

Des habitants de la commune de Oued Djer, à 25 kilomètres à l'ouest de Blida, ont fermé, hier, les bases de vie des sociétés turque et chinoise chargées du projet de construction de la voie ferrée, et ce, pour protester contre l'emploi de la main-d'œuvre de l'extérieur de la région.

Auparavant, ces mêmes citoyens avaient fermé l'auto-route Est-Ouest au niveau de la commune de Oued Djer pour faire entendre leurs voix et il aura fallu l'intervention des éléments de la gendarmerie nationale pour la rouvrir aux usagers. Les protestataires, notamment des jeunes, dénoncent le fait qu'ils ne soient pas recrutés en dépit des instructions données, l'an dernier, par le ministre des Transports, Amar Tou, aux détenteurs du projet d'engager une main-d'œuvre de la région et que ces derniers avaient acceptées, soutiennent les protestataires.

M. B.

ZEMMOURI, LAÂZIV ET KHEMIS EL-KHECHNA (BOUMERDÈS)

Routes barrées et mairie bloquée

Il ne se passe pas un jour sans qu'une manifestation citoyenne soit enregistrée dans la wilaya de Boumerdès. Et pour cause, les problèmes sont enchevêtrés et si nombreux dans chaque commune, village ou douar que leur résorption à court ou moyen terme relèverait du prodige.

A cela s'ajoute la gestion pour le moins hasardeuse de certains responsables et élus locaux. C'est le cas, selon nos informations, de Khemis El-Khechna (ex-Fondouk), à l'ouest de la wilaya de Boumerdès, où une décision jugée opaque et à la limite de la légalité, a mis en colère la population de l'ex-Domaine Bernabé. Les habitants sont sortis crier leur colère et fermé la route nationale reliant leur commune à Hamadi et Alger. Ce sont d'indus occu-

pants des terres du domaine agricole. Ils auraient, par le passé, bénéficié d'arrêtés d'affectation de parcelles individuelles leur permettant de construire une habitation décente. Selon les contestataires, des personnes étrangères à la commune se seraient présentées dernièrement, documents en main, pour prendre possession de ces parcelles. Ce qui les a mis hors d'eux. Nous sommes entrés en contact avec le bureau du maire de l'ex-Fondouk pour vérifier ces informations, mais on nous a affirmé que ni le P/APC ni aucun autre élu n'étaient présents.

A Zemmouri, les jeunes de la cité dite de recasement ont fermé, pour le troisième jour consécutif, le siège de l'APC. Pour rappel, ces jeunes manifestants, qui sont passés outre l'avis de leurs parents et des membres de l'association de quartier (ils les jugent timo-

rés), exigent des logements décentes pour leurs familles. Au troisième jour de ce mouvement de révolte, le DLEP et un membre du cabinet du wali de Boumerdès se sont rendus sur les lieux pour discuter avec les contestataires. Les deux responsables ont affirmé aux jeunes que la wilaya s'engage à réserver 110 logements du projet de 200 logements, en cours de réalisation, pour leurs familles.

Cependant, en début d'après-midi, le siège de l'APC n'était toujours pas libéré, les jeunes exigeant des engagements fermes et par écrit. De leur côté, les chômeurs de Laaziv ont obstrué l'importante RN12 (Boumerdès-Tizi-Ouzou), entendant ainsi protester contre le nombre insuffisant de contrats (80 seulement) de travail délivrés aux sans-emploi.

Abachi L.

BÉJAÏA : GRÈVE ET FERMETURE DE LA RN26 PAR LES TRAVAILLEURS D'ALFADITEX-REMILA

Ils réclament le paiement des salaires

Les travailleurs de l'usine Alfaditex de Remila, à une quarantaine de kilomètres au sud du chef-lieu de wilaya, sont montés hier au créneau, en bloquant, durant la matinée, la RN26 à hauteur de leur usine, en signe de protestation contre les retards accusés par l'administration dans le paiement de leurs salaires.

La fermeture de cet important axe routier à la circulation a vite fait réagir les responsables de l'usine qui ont invité les représentants des travailleurs à se mettre autour d'une table pour trou-

ver un terrain d'entente. Au terme de cette rencontre, la direction de l'usine s'est engagée à assainir la situation financière des travailleurs, dans un proche avenir et ce, en leur versant

notamment le salaire du mois de février. Après quoi, les travailleurs ont accepté de surseoir à leur action et, partant, de libérer la RN26 à la circulation.

Il convient de signaler qu'un piquet de grève est toujours maintenu à l'intérieur de l'usine, les travailleurs protestataires ne semblant pas convaincus par les «engagements» de

leur direction. Selon ces derniers, les retards dans le paiement des salaires sont devenus ces derniers mois récurrents au niveau de cette usine spécialisée dans le textile.

«Nous nous interrogeons sur le pourquoi de ces retards de paiement alors que les caisses de l'usine sont pleines», indique-t-on.

A. Kersani

BOUIRA

Les chômeurs de Saharidj ferment le siège de la mairie

Hier dans l'après-midi, des dizaines de jeunes chômeurs de la commune de Saharidj, située à 50 km à l'est de Bouira, dans la daïra de M'chedallah, ont procédé à la fermeture du siège de la mairie pour protester contre leur exclusion des formules de recrutement dans le cadre de l'emploi de jeunes.

Selon certains jeunes qui nous ont contactés, le chômage a atteint des proportions alarmantes au niveau de cette commune déshéritée qui ne possède aucun projet d'investissement, si ce

n'est des postes administratifs ou le filet social dont bénéficie la mairie. En outre, et selon des indiscretions, des postes d'emploi seraient disponibles après la titularisation de certains contractuels. Or, et justement sur ce point et d'après le maire, effectivement, il y a cinq postes qui sont vacants après la titularisation des contractuels qui les occupaient avec de nouvelles recrues.

Aussi, et toujours selon le maire, qui rappelle que le siège de l'APC n'est pas fermé, le chômage est un problème criant dont souffre la mairie puisqu'aucun investissement créateur d'emplois n'existe. Le maire n'omet pas de rappe-

ler que deux projets d'envergure sont envisagés. Il s'agit des eaux minérales de Aïnars Aberkane qui intéresse l'industriel Rebrab ainsi qu'un projet touristique à Tala Rana, deux projets qui ont eu l'aval de l'Assemblée communale et qui pourront créer des centaines d'emplois, attendent toujours le feu vert des autorités de la wilaya pour leur lancement.

Signalons que les jeunes chômeurs se sont entendus pour exposer leur plate-forme de revendications au wali qui fera une visite de travail et d'inspection aujourd'hui dans cette commune.

Y. Y.